



Open Research Online

The Open University's repository of research publications and other research outputs

La guerre du Biafra Ã la radio - situation militaire et livraisons d'armes en 1968 - 1969

Journal Item

How to cite:

Ugochukwu, Françoise (1991). La guerre du Biafra Ã la radio - situation militaire et livraisons d'armes en 1968 - 1969. *Peuples Noirs*(80) pp. 60-76.

For guidance on citations see [FAQs](#).

© 1991 Peuples Noirs Peuples Africains

Version: Version of Record

Copyright and Moral Rights for the articles on this site are retained by the individual authors and/or other copyright owners. For more information on Open Research Online's data [policy](#) on reuse of materials please consult the policies page.

oro.open.ac.uk

PEUPLES NOIRS

PEUPLES AFRICAINS

LA GUERRE DU BIAFRA A LA RADIO

SITUATION MILITAIRE ET LIVRAISONS D'ARMES EN 1968-1969

F. UGOCHUKWU

Le 30 mai 1967, le lieutenant-colonel Ojukwu, gouverneur militaire du Nigéria oriental, proclame la République du Biafra. Le 6 juillet, c'est la guerre. La capitale du Biafra, Enugu, va bientôt tomber. Mais un an après, le conflit dure toujours. En février 1968, les vols de secours ont commencé. Le 13 avril, la Tanzanie a reconnu le Biafra et les pays à l'avoir reconnu sont maintenant quatre : Côte-d'Ivoire, Gabon, Tanzanie et Zambie. Le 9 mai, au cours d'une conférence de presse, le Président Houphouët-Boigny déclare :

Même si, en raison de sa supériorité militaire en hommes et en matériel le gouvernement fédéral du Nigéria venait à occuper la totalité du Biafra, le problème de la sécession ne serait pas résolu pour autant^[1].

S'il parle ainsi, c'est que la situation sur le terrain est incertaine. L'armée fédérale a reconquis Ikot-Ekpené, à une centaine de kilomètres de Port-Harcourt. On se bat toujours pour Aba. Alors qu'une autre offensive, déclenchée dans le secteur d'Oguta, menace l'aérodrome d'Uli, le colonel Okweichime, chef d'état-major de l'armée biafraise, déclare le 27 août 1968 au journaliste français François Debré :

Comme le monde n'est pas informé de notre réelle situation militaire, les communiqués de victoire de l'armée nigériane sont répercutés par toutes les agences de presse^[2].

Qu'en est-il exactement ?

Depuis le début du conflit, les différentes radios tentent de faire leur devoir en dépit

des difficultés. Les informations à la [PAGE 61] base de cette étude, recueillies sur la BBC, la voix de l'Amérique, France-Inter, Radio-Bruxelles, Radio-Lausanne, Radio Luxembourg, Europe no 1, Radio-Canada et Radio-Bucarest[3], sont tri-dimensionnelles : elles apportent d'abord des précisions sur les opérations militaires et tentent d'analyser les rumeurs et indices concernant les ventes d'armes aux belligérants; elles font périodiquement le bilan des collectes et des secours acheminés, et rendent compte de la situation sur le plan humanitaire; elles signalent les allées et venues diplomatiques, démarches et déclarations diverses, les prises de position des divers pays, et supputent les chances de paix. Nous nous limiterons ici au premier volet : le compte-rendu des opérations militaires et la diffusion des indices concernant les ventes d'armes et de munitions.

*

* *

Notons tout d'abord qu'en 1968, au Biafra, la radio joue un rôle actif dans la guerre, comme en témoigne Jean Buhler :

Tous les jours, l'émetteur qui travaille sur la bande des 49 mètres diffuse en français deux bulletins d'informations, deux commentaires sur l'évolution de la situation militaire et politique (...). Dans le cours de la matinée, ces programmes sont repris en espagnol, en haoussa, puis dans les langues tiv, idoma et igala. L'après-midi, entre 16h et 17h45, les speakers, en yorouba, prennent la relève[4].

Ces bulletins-radios seront souvent, avec ceux des radios nigérianes et les dépêches des agences à la base des informations diffusées par les radios occidentales.

En 1968-69, en Europe et en Amérique, les informations concernant la situation sur le plan militaire donnent une impression de piétinement, renforcée par le fait que les bulletins se répètent parfois. D'une radio à l'autre, d'une semaine à l'autre, ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent : Aba, Owerri, Awka, [PAGE 62] Onitsha... Le cas d'Aba est caractéristique. Le 24 octobre 1968, à 19h30, la BBC annonce une attaque biafraise contre la ville, prise par les fédéraux en septembre, tout en ajoutant qu'elle *aurait été repoussée*. Le 4 novembre, rien n'a apparemment changé, puisque la BBC déclare à 19h30 : *les autorités biafraises annoncent que 200 soldats fédéraux ont été tués dans une contre-attaque biafraise près d'Aba*. Le 17 novembre à 8h du matin sur France-Inter, c'est encore de contre-attaque, *dans les secteurs d'Owerri et d'Aba*, qu'il est question; le lendemain à 12h30, la BBC parlera d'un village à *35 kilomètres au nord d'Aba*. Le 19 novembre, si l'on en croit le communiqué biafrais diffusé par la voix de l'Amérique à 23h, les forces biafraises auraient enfin *pénétré dans Aba* – une information, note Washington, démentie par Lagos. Le 4 janvier 1969 à 19h30, la BBC fait à nouveau état de *contre-attaques biafraises dans les secteurs d'Aba, Owerri et Ikot-Ekpene*, et, le 10 janvier à 19h15, de *violents combats dans le secteur d'Aba*, puis à 22h30, d'une avance fédérale de 2 km dans le secteur. Notons à ce propos que les distances mentionnées au fil des bulletins sont minimales : le 21 octobre 1968, déjà, le bulletin de 19h de France-Inter affirmait que l'armée fédérale n'avait *progressé que de 6 km depuis le 4 septembre*.

Les nouvelles concernant les opérations militaires sont, de plus, contradictoires, du fait que les différentes radios – la BBC en particulier – rapportent telles quelles, et côte à côte, les dépêches en provenance de Lagos et du Biafra. Il est vrai que parfois les deux sources concordent presque, comme le 21 octobre 1968 au bulletin de 7h30 de la BBC où :

Selon un communiqué biafrais en provenance d'Umuahia, les forces biafraises maintiennent leurs positions et progressent dans les secteurs d'Aba et d'Onitsha. De Lagos, on apprend que les forces fédérales rencontreraient une forte résistance de la part des forces biafraises.

Mais la plupart du temps, comme on pouvait s'y attendre, elles sont aux antipodes l'une de l'autre. La BBC, par exemple, annonce à 22h30 le 22 octobre 1968 la prise officieuse d'Oguta par les troupes fédérales, pour affirmer le lendemain à la même heure que *plusieurs observateurs mandent du Biafra que la ville d'Oguta est toujours aux mains des Biafrais*, ajoutant que *le Biafra avait d'ailleurs déjà démenti la prise d'Oguta*. [PAGE 63] Quelquefois, c'est dans le même bulletin que ces nouvelles s'annulent l'une l'autre; le 24 octobre 1968 à 20h15, Radio-Lausanne indique ainsi que :

Selon une radio nigériane, Ojukwu aurait été blessé dans un attentat à Libreville et serait actuellement soigné dans un hôpital au Gabon. Les milieux bien informés de Libreville qualifient cette rumeur de pure affabulation.

Pour tenter de connaître la vérité, il aura fallu être à l'écoute de la BBC trois jours plus tard à 22h30 pour entendre qu'au cours d'une conférence de presse à Umuahia, *Ojukwu a démenti les rumeurs selon lesquelles il aurait été blessé d'un coup de feu*. Mais l'auditeur l'aura-t-il été ? De même, à 19h le 2 novembre de la même année, France-Inter annonce avec une pointe d'humour et au conditionnel :

Selon Radio-Biafra, les troupes fédérales essaieraient en vain de percer le front biafrais. Selon Radio Lagos, autre soin de cloche : les troupes biafraises n'avanceraient sur aucun front.

Au soir du 19 novembre, le dernier bulletin de la très sérieuse Voix de l'Amérique commentera brièvement *les nouvelles contradictoires en provenance du Nigéria : un communiqué biafrais prétend que ses forces auraient pénétré dans Aba. A Lagos, on dément...*

Occasionnellement, une attaque plus précise est mentionnée, sans démenti : ainsi, le 8 novembre 1968, un bombardement fédéral sur l'aérodrome d'Uli, avec *5 tués et 45 blessés* (BBC, 7h30); le 5 janvier 1969, une contre-attaque biafraise dans le secteur d'Abagana (BBC, 12h30); il y aura aussi l'attaque fédérale près de Nnewi, annoncée le 16 janvier 1969 à 23h par Washington, puis, le 3 avril, la prise d'Uzuakoli par les fédéraux – nouvelle annoncée à 18h sur la BBC et confirmée à 18h15 sur Radio Bruxelles avant d'être diffusée le lendemain à 7h par la Voix de l'Amérique. Le 4 avril à 7h15, la BBC rapporte les propos de son correspondant au Biafra :

Ojukwu aurait appelé ses généraux pour leur parler. On entend le bruit de la

bataille jusque dans les rues d'Umuahia (...) et les troupes fédérales continuent de progresser, sous les ordres du commandant Mohammed.

Selon la même radio, le 11 avril à 18h10, les forces fédérales sont à Ngu. Radio-Bruxelles signalera le 15 avril la prise de [PAGE 64] Bende, à 18 km à l'est d'Umuahia – nouvelle confirmée ensuite par France-Inter et la BBC. Le 22 avril à 23h, la Voix de l'Amérique annonce que *selon l'AFP, les forces de Gowon sont à portée de tir d'Umuahia* et ajoute : *ce fait est reconnu par le Biafra*. Un dernier exemple : la déclaration de la BBC, à 22h30 le 24 avril 1969, que selon Arikpo, le réduit biafrais n'est plus maintenant que de 5 000 km².

Mais les commentaires entourant le silence momentané de Radio-Biafra au début de 1969 illustrent bien le vague des informations à la disposition des correspondants étrangers. Le 16 avril à 18h10, la BBC remarque que *Radio Biafra a cessé ses émissions sur ondes courtes depuis samedi, ce qui semblerait indiquer qu'on la transfère actuellement d'Umuahia vers une autre localité*. Le lendemain à la même heure, toujours à la BBC, la même annonce est répétée, et la ville d'Orlu mentionnée. Mais un quart d'heure plus tard, Radio-Bruxelles affirme qu'au Biafra, Radio-Biafra a repris ses émissions après quatre jours de silence. A 22h, France-Inter soutient le contraire, sur un ton dramatique :

La radio du Biafra s'est tue; le dernier message a été capté à Lucerne, en Suisse : Umuahia évacuée. Les fédéraux sont dans la ville, a dit le speaker, qui a ajouté, essoufflé, en allemand : les dortoirs... les dortoirs... puis plus rien.

Le lendemain 18 avril à 8h du matin, Washington donnera ce message comme venant d'un membre du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) à Umuahia.

*
* *

D'autres informations : celles concernant les bombardement fédéraux d'objectifs civils, semblent au premier abord aisées à vérifier, mais n'en prêteront pas moins à controverse. Ainsi, le 14 décembre 1968, à 12h30, la BBC annonce le bombardement d'un marché à Umuahia par des avions soviétiques – bombardement confirmé le lendemain à midi et midi trente avec le lourd bilan de 69 morts et 300 blessés. Trois jours auparavant, à 12h30, la même radio signalait la protestation du CICR, à Genève, après le bombardement d'un hôpital biafrais par un avion fédéral – raid ayant fait trois morts. Le 6 janvier 1969, cette protestation était réitérée après que l'hôpital, à Awo-Omama, ait été *bombardé délibérément [PAGE 65] par l'aviation fédérale pour la seconde fois en un mois, faisant quatre morts et six blessés* (BBC 1930 et 22h30). Le 5 février – un mois après – à 7h, les auditeurs de France-Inter apprendront le mitraillage de l'hôpital d'Amaigbo, durant lequel deux jeunes filles volontaires de la Croix-Rouge ont été tuées. Puis ce seront les quatre bombes lancées sur Umuahia – fait confirmé, selon Radio-Bruxelles le 9 février à 18h15, par des journalistes occidentaux (qui) sont allés sur les lieux et ont pris des photos; ce bombardement sera annoncé le lendemain à 20h sur France-Inter avec ce commentaire : *Au Biafra, la guerre continue, meurtrière : hier, une bombe sur*

Umuahia près de la cathédrale où la Messe avait lieu a fait quatre morts ; il sera confirmé le même soir à 22h30 par la BBC avec une double explication contradictoire qui n'en éclaire pas moins les faits :

A Lagos, le chef Enahoro a annoncé que des avions fédéraux avaient bombardé des objectifs militaires à Umuahia. Radio-Biafra a déclaré que ces bombardements avaient eu pour objectif des quartiers d'habitation et ont fait quatre morts et onze blessés.

Selon les bulletins de radio, ces bombardements d'objectifs civils, tout d'abord démentis en bloc par Lagos selon la BBC des 8 et 22 février 1969 – *les pilotes ont reçu l'ordre de ne bombarder que les objectifs militaires* – sont monnaie courante : entre le 5 janvier et le 27 février 1969, ils auraient fait, de source biafraise, un total de 294 morts et 269 blessés. A la suite de quoi la BBC à 22h30 et la Voix de l'Amérique à 23h le 27 février, annoncent que *le gouvernement britannique a ouvert une enquête sur ces bombardements mais pense que, s'il y a eu bombardements, ceux-ci n'ont pas été faits de propos délibéré.* Le 13 mars à 7h30, la BBC informera néanmoins ses auditeurs du fait que *les délégués du gouvernement américain revenus du Nigéria ont déclaré qu'il est certain que des civils sont bombardés de façon délibérée par le gouvernement nigérian* ajoutant, le même jour à 18h, que :

Le gouvernement britannique a dit au gouvernement nigérian que les bombardements sans discrimination sur des civils devraient cesser et Gowon a promis de châtier durement les coupables.

Deux jours après, à 13h, heure d'écoute maximale, France-Inter diffuse le témoignage de Nicolas Lang : [PAGE 66]

Mardi dernier, à 12h45 à Umuahia, l'avion a fait un tour, a jeté plusieurs bombes, est revenu, a bombardé et achevé son travail à coups de canon et de mitrailleuse, faisant 30 à 40 morts. D'un côté de la rue se trouvait un marché, et de l'autre des baraquements : partout des cadavres. Sur la colline, les cadavres étaient parsemés, déchiquetés par les bombes à billes. En toute honnêteté, il n'y avait là aucun objectif militaire.

Plus tard, à Genève, le chef des représentants du CICR au Biafra déclarera, selon la BBC (24 mars 1969, 19h30), avoir signalé *au moins 50 bombardements fédéraux contre des objectifs civils au cours des dix-huit derniers mois*, ajoutant qu'il était sûr qu'ils n'avaient pas pour but des objectifs militaires. Il faudra attendre le 9 mai et le bulletin de 22h30 de la BBC pour entendre qu'aux dires d'une équipe internationale d'observateurs – canadiens, polonais, suédois et américains *les bombardements indiscriminés semblent moins nombreux.* Les bombardements, mais aussi et surtout la faim, la maladie, font des victimes. Le 9 juillet 1968, selon le bulletin de 12h30 de la BBC, les besoins biafrais sont estimés à 800 tonnes de vivres par le CICR; le 22 du même mois, Lausanne annonce, à 23h45, que *actuellement, 110 tonnes de vivres sont envoyées chaque jour* par cet organisme, dont l'aide atteindra bientôt *50 vols par jour.* Ces vols de secours ne sont pas épargnés, suite à l'ordre reçu par l'armée fédérale *d'abattre tout avion apportant sans permission des vivres et médicaments au Biafra* – un avertissement destiné, selon le bulletin de 19h30 de la BBC en date du 5 juillet 1968, aux organisations internationales, à une époque où la

rumeur courait qu'elles envisageaient *une opération de grande envergure pour sauver les Biafrais mourant de faim.*

Le 10 février 1969 à 23h, on apprend de Washington que, selon Enahoro, *quatre avions volant vers le Biafra ont été interceptés par l'aviation fédérale et forcés de rebrousser chemin, parce qu'ils étaient susceptibles de transporter des armes.* Trois jours plus tard, à 23h, la Voix de l'Amérique signalera que *quatre avions prêtés par la Croix-Rouge danoise avaient été légèrement touchés* sur l'aérodrome d'Uli. Malgré les assurances données par le Ministère des Affaires étrangères du Gabon que les envois sont faits à titre humanitaire et consistent essentiellement en vivres et médicaments (BBC, 4 mars 1969, 22h30), l'affaire prend des [PAGE 67] proportions : le Président Macias interdit pendant un certain temps les vols à partir de la Guinée Equatoriale à la suite d'accusations portées par le gouvernement fédéral nigérian et selon lesquelles les avions de secours transporteraient des armes (BBC, 15 mars 1969, 9h). Le 22 mars à 18h15, Radio-Bruxelles explique la nouvelle méthode des avions fédéraux pour bombarder l'aérodrome utilisé par le CICR : le lancer de fusées éclairantes au magnésium avant le bombardement. Le même soir, à 19h15 puis à 22h30, la BBC signalera que :

Un avion de secours d'origine américaine transportant des vivres s'est écrasé à Uli-Ihiala après avoir été bombardé par un avion nigérian. L'avion a quitté la piste après avoir heurté un trou d'obus.

Mais dès le 20 février, Radio-Bruxelles avait informé ses auditeurs du retour aux USA de huit pilotes Américains mécontents : *les appointements qu'on leur avait promis n'avaient pas été fournis – ils demandaient 50 dollars par voyage affirmant qu'ils essayaient le feu des batteries nigérianes.* Le 6 juin 1969, la Croix-Rouge suédoise annonce que la veille, *un de ses avions avec quatre hommes à bord, a été abattu par la DCA nigérianne et que deux autres avions de secours auraient essuyé le feu des nigériens* (BBC, 12h30). A 13h, la même nouvelle est diffusée sur France-Inter avec des détails : l'un des avions a explosé en flammes, deux sont portés manquants. A 18h, la BBC annoncera la suspension de tous les vols de secours du CICR, ajoutant que le gouvernement fédéral déclare avoir descendu un avion suspecté de transporter des fusils, et qu'il se pourrait bien que cet avion soit celui perdu par le gouvernement suédois alors qu'il arrivait de Fernando-Po avec des vivres. Radio-Bruxelles, à 18h15 ce même 6 juin, parlera du même avion, indiquant qu'il s'agissait d'un DC6 et que l'équipage a été capturé à 44 km à l'est de Calabar, avant d'annoncer le lendemain à la même heure que le gouvernement fédéral a reconnu *avoir abattu par erreur un avion transportant des secours mais signalé que les patrouilles nigérianes de nuit continueront*, ce qui n'empêche pas le CICR d'affirmer son intention de reprendre les vols de nuit vers le Biafra. *On ignore, commente la BBC, si les pilotes du CICR, qui avaient refusé de reprendre les vols tant que leur sécurité ne serait pas assurée, accepteront* (7 juin 1969, 22h30. Quant aux vols des Eglises Unies, ils continueront, assure le bulletin [PAGE 68] de 8h45 de Radio-Canada en date du 9 juin. A 23h le même jour, Washington confirme l'information donnée et ajoute que le CICR *ne reprendra ses vols que lorsqu'il aura reçu du gouvernement fédéral nigérian l'assurance formelle que ses avions ne courent aucun danger* - ces vols reprendront le 11 juin, après cinq jours d'interruption mais à *une échelle réduite*, selon le bulletin de 18h15 de Radio-

Bruxelles. Trois jours plus tard, à la même heure, et selon la même radio,

Le Nigéria précise qu'il a abattu l'autre jour un avion de la Croix-Rouge suédoise parce que celui-ci avait refusé de se poser sur un aéroport fédéral et n'avait pas répondu aux sommations des pilotes nigériens.

Le 17 juin, Radio-Bruxelles signalera que les fédéraux ont mis en place *un système de radars perfectionnés* et que les avions de secours, devenus *des cibles faciles*, ont presque tous dû cesser de voler. L'ultimatum contenu dans un télégramme adressé à Gowon le 13 juin par vingt pilotes de la Croix-Rouge norvégienne après la découverte de la carcasse du DC6 du CICR dans un marais près de Calabar, donne la mesure de leur révolte : *ils offriront leurs services à l'armée de l'air biafraise si le Nigéria n'explique pas ce qui est arrivé à cet avion* (BBC, 12h30). Entre-temps, on avait appris à 14h le 28 mai, par la BBC, la détention à Lagos et pendant 16 heures, du directeur du CICR pour le Nigéria, A. Lindt, et de deux autres Suisses, *parce qu'ils étaient venus du Dahomey sans permission*. Le 19 juin, France-Inter et la BBC feront état de la démission d'A. Lindt. Et le 30 juin 1969, le CICR est interdit de séjour au Nigéria – information diffusée sur la BBC à 12h30 et 19h30. Le même jour à minuit, la BBC annoncera le rejet de cette interdiction par la Croix-Rouge et diffusera la déclaration de son président par intérim, *Jacques Frémont, que l'opinion mondiale ne permet pas que le CICR cesse son action*. Le 1er juillet, on apprend par la Voix de l'Amérique que les USA tentent de faire revenir le Nigeria sur sa décision. Le lendemain à 18h, la BBC signale que le pape Paul VI lui-même aurait offert l'envoi de secours directs depuis Rome pour rassurer l'opinion.

*

* *

Y avait-il vraiment transport d'armes et de munitions vers le Biafra ? Les radios ne répondront pas ouvertement à cette question [PAGE 69] – une question qui s'y trouve cependant longuement débattue. Par exemple, le 21 octobre 1968 à 19h, France-Inter *pense que les Biafrais disposent même d'armes automatiques*. Trois jours plus tard à 19h30, la BBC affirme avoir *des preuves que le Biafra a récemment reçu des armes en quantité*; le même bulletin reconnaît cependant que l'Allemagne fédérale a démenti *les informations selon lesquelles elle fournirait des armes au Biafra*. Trois jours encore et la même BBC, à 22h30, affirma *qu'Ofukwu a démenti que le Biafra reçoive une aide militaire de la France ou de l'Allemagne fédérale, et a ajouté qu'une telle aide serait la bienvenue* – information confirmée au bulletin de 7h30 le lendemain matin où l'on apprend que les armes des troupes biafraïses proviennent *essentiellement du butin pris à l'ennemi*. Tout cela n'empêche pas la BBC, dans un commentaire à 19h30 le 31 octobre de la même année 1968, d'affirmer que *la continuation de la rébellion a été encouragée par les livraisons d'armes et que ceux qui ont livré ces armes auront à répondre de leurs actes devant l'Afrique et devant le monde*.

Ceux qui ont livré ces armes ? Le 5 novembre à 23h, la Voix de l'Amérique diffuse la nouvelle, donnée par le Ministre nigérien de l'Information, *qu'un lot d'armes tchécoslovaques et chinoises en provenance de Dar-El-Salam et en route vers le Biafra par Libreville, a été intercepté*. Le lendemain à 12h30, on apprendra sur la

BBC l'interprétation qu'en donne Lagos – le Nigéria accuse *la Tanzanie d'avoir détourné des armes destinées aux mouvements de libération africains pour les envoyer au Biafra*. Un jour passe et la même radio, mentionnant, à 7h30, la visite à Wilson d'une délégation groupant des représentants de tous les partis britanniques, parle cette fois de *livraisons d'armes clandestines en provenance du Portugal et des Pays-Bas*. Le soir du même jour, à 23h, la Voix de l'Amérique fera état d'un communiqué du Ministère nigérian de la Défense, selon lequel *l'armée fédérale avait bombardé un avion qu'elle savait amener des armes au Biafra* – avion qui devient, le soir suivant, pour Lagos, *le flot d'armes et de munitions à destination du Biafra* (Washington, 23h). Le lendemain 9 novembre à 22h30, la BBC déclare pourtant que le gouvernement fédéral *a démenti les allégations de la presse nigériane selon lesquelles le Biafra aurait acheté des avions supersoniques à [PAGE 70] l'Allemagne fédérale*. Le lendemain à 22h, France-Inter informera ses auditeurs que :

A Lagos, les ambassadeurs de France et d'Allemagne fédérale ont démenti formellement l'accusation faite par la presse et la radio nigérianes, selon lesquelles leurs gouvernements auraient fourni des armes au Biafra.

Le démenti allemand sera réitéré à la voix de l'Amérique le 29 novembre à 23h. Celui de la France sera confirmé dès le 11 novembre à 10h par la BBC, qui ajoutera que le Président gabonais a démenti que des armes françaises passent par le Gabon vers le Biafra – alors que le même soir, à 21h45, on apprend par Radio Canada la décision gabonaise d'expulser tous *les nigériens se trouvant sur son territoire*. Le lendemain 12 novembre 1968, dans sa revue de la presse britannique, la BBC commente :

Selon les journaux, la résistance biafraise s'est accrue à un tel point que, non seulement l'offensive finale annoncée par Gowon est loin d'être arrivée, mais encore que les Biafrais ont contre-attaqué dans plusieurs secteurs et l'armée fédérale est sur la défensive (...). Et à qui la faute ? à la France qui, malgré ses dénégations diplomatiques, fournit des armes au Biafra, surtout de l'artillerie, qui est livrée par l'armée sur ordre de l'Élysée. Les raisons de cette intervention ? La France n'a pas intérêt à voir prospérer un Nigéria unifié qui deviendrait une puissance anglophone en Afrique.

La même BBC, à 22h30 le même jour, n'en informe pas moins ses auditeurs d'un second démenti du Président Bongo, qui a, au matin, qualifié l'accusation selon laquelle des armes françaises en route vers le Biafra *transiteraient par son pays de dénuée de bon sens* – déclaration faite à l'issue de la visite du Président gabonais à de Gaulle pour parler avec lui *de l'aide humanitaire à apporter au Biafra*. France-Inter, le 29 novembre à 20h, diffusera un autre démenti du Gabon à ce sujet, assorti de la déclaration rocambolesque de son Président : *si des armes venaient par le Gabon, je me les approprierais, car mon pays en a besoin*. Le 14 novembre de cette année 1968, au matin, Ojukwu, non sans quelque raison sans doute, et se souvenant de la déclaration faite par le gouvernement français le 1er août en faveur de *la population du Biafra, dont le sang versé et les souffrances ont démontré la volonté de [PAGE 71] s'affirmer en tant que peuple*,^[5] lance un vibrant appel à la France, cherchant à la persuader de faire un pas de plus et de reconnaître officiellement le Biafra; cet appel sera retransmis le même jour sur France-Inter au bulletin de 13h.

Le lendemain, le ministre des Affaires étrangères de Côte-d'Ivoire, de retour de Londres, dément, selon la BBC (22h30), *avoir parlé avec Wilson de la question des livraisons d'armes françaises au Biafra*. La Voix de l'Amérique fera état, le 6 mars 1969, d'une *résolution adoptée par les Biafrais demandant à la France de leur donner des armes*. Deux jours plus tard à 13h sur France-Inter, Raymond Offroy, président du Comité français pour le Biafra, et Jacques Marette, ancien ministre, tous deux en visite chez Ojukwu, expliquent : *La France ne fournit pas d'armes au Biafra car elle ne veut pas d'escalade de cette guerre*. Ces démentis s'opposent aux conclusions de l'équipe internationale d'observateurs de retour à Lagos après *une visite dans la zone la plus méridionale des combats* et jusqu'à 35 km au nord d'Aba, et qui notent *un sensible accroissement de la puissance de feu biafrais* (BBC, 18 novembre 1968, 12h30). Ils s'opposent aussi aux propos de Robert Kennedy qui, selon le bulletin de 23h de la voix de l'Amérique du 7 décembre 1968, *a demandé à la France, à la Grande-Bretagne et à l'URSS de cesser leurs envois d'armes au Nigéria et au Biafra*. Dans un commentaire à 12h30 le 11 décembre, la BBC parlera de *150 tonnes d'armes livrées au Biafra chaque semaine*, et son bulletin de 7h30 le lendemain matin évoquera *l'aide massive française à Ojukwu*, tandis que sur France-Inter à 19h le même jour, Michel Debré souligne *l'extraordinaire résistance des Biafrais*. Fin février 1969, le Nigéria prendra contact avec la France à ce sujet, si l'on en croit la BBC du 22 février. Entre-temps, on aura pu entendre la voix de l'Amérique affirmer, à 23h le 9 février, que *les envois d'armes françaises au Biafra sont aujourd'hui cinq fois plus importants qu'en août dernier*. Le 17 avril de cette année 1969, cependant, Thierry Desjardins, journaliste chargé des questions africaines au Figaro, rencontré par la BBC, dit avoir l'impression que *l'aide française en armes au Biafra a cessé depuis un mois*. Il ajoute ne pas savoir pourquoi; la BBC, elle, semble le savoir – [PAGE 72] c'était du moins le sujet abordé la veille dans son bulletin de 18h10 :

Les vingt tonnes d'armes par jour que la France livrait au Biafra ont été stoppées. La France aurait demandé au Biafra de tout faire pour hâter les négociations. Il semble que la France soit en train de réviser sa position favorable au Biafra après la visite de M. Achille Fould au Nigéria, au cours de laquelle on l'a assuré de la sécurité des Igbos après la fin de la guerre. La France aurait d'autre part reçu des assurances de Lagos concernant ses concessions pétrolières au Nigéria. Lagos n'a d'ailleurs jamais rompu les relations diplomatiques avec la France. Le silence de de Gaulle avant Monrovia semble indiquer, ainsi que la visite à Paris de Mobutu et Houphouët-Boigny, un désir de la France de retirer son appui au Biafra pour pouvoir agir plus efficacement sur le plan politique.

Trois autres explications seront données par la BBC le 21 avril 1969 à 12h30 et 18h10 : d'abord, il y a eu excédent de fournitures d'armes; ensuite, ces armes sont difficiles à acheminer. Enfin – et cela, la BBC l'avait déjà laissé entendre – 60% des intérêts français au Nigeria se trouvent en territoire fédéral, et *la guerre a atteint maintenant un stade au-delà duquel les intérêts de la France seraient en danger si elle continue à soutenir le Biafra*. Cela dit, la France répétons-le, n'a jamais reconnu avoir livré des armes au Biafra. Dans son livre, *Biafra an II*, publié en 1968, F. Debré parle de *certains milieux que le gouvernement français préfère ignorer*[6]. Ballotté d'affirmations en démentis, de soupçons en dénégations, pris entre espoirs et refus, entre propagande et diplomatie, l'auditeur aura bien de la peine à connaître

la vérité, et en sera réduit à interpréter les silences, à apprendre un nouveau langage. Les fournitures d'armes aux fédéraux, elles, ne sont un secret pour personne. Dès le début, l'Angleterre a justifié sa position, reprise sur la BBC les 22 octobre, 18 et 21 novembre 1968 : cesser les livraisons d'armes, *ce serait sympathiser avec le Biafra, reconnaître la légitimité de cette rébellion*, et mettre en danger tout le reste de l'Afrique. Cette position gouvernementale ne fait pas l'unanimité, et les radios ne se font pas faute de le dire. Le 24 octobre 1968 à 15h, France-Inter signale un boycott organisé par les étudiants [PAGE 73] anglais pour protester contre l'attitude de Wilson. Celui-ci reçoit début novembre, dans le même sens, selon Washington, une délégation de représentants des partis britanniques (7 novembre, 7h30). La revue de presse de la BBC du 2 décembre 1968 rapporte les critiques du *Sun*. Le 6 décembre, le *Guardian* à son tour conseille l'arrêt des fournitures d'armes, pour amener Gowon à négocier (BBC, 12h30). Le 8 décembre à la même heure, la BBC fera état de l'opinion de l'*Observer* que *seule une action internationale peut mettre fin au conflit*. Le 13 décembre à 12h30, on apprendra, toujours par la BBC, le refus de vote de vingt députés travaillistes au débat de la Chambre des Communes. Les 4 et 6 janvier 1969, on manifeste aussi dans les rues, à Ibadan au Nigéria et à Londres. A Berlin aussi, le 12 février : selon France-Inter, *quelques centaines d'étudiants* y ont manifesté contre Wilson aux cris de Wilson assassin ! et lui ont jeté des sacs en plastique contenant du sang d'animaux. Le lendemain à 19h30, la BBC complètera cette information avec la réponse de Wilson : *Un embargo sur les armes à destination du Nigéria ne stopperait pas les envois d'armes soviétiques et était donc impossible*. On sait – là encore grâce à la BBC – qu'en pleine guerre, *un officier soviétique est arrivé à Lagos pour signer avec Gowon un traité d'association technique et économique* (10 novembre 1968, 19h). L'accord, aux dires de la Voix de l'Amérique, a été finalement signé le 21 novembre. Le 13 décembre à la Chambre des Communes à Londres, Sir Alec Douglas Hume fait ressortir *l'aide soviétique de plus en plus grande au Nigéria* (Washington, 7h30). Le lendemain à 12h30, la BBC signale le bombardement d'un marché à Umuahia par des avions soviétiques. Le 27 février, au Biafra, un Iliouchine de fabrication soviétique fait 60 morts dans un village. Le 2 mars, Radio Bruxelles mentionne un autre bombardement par Iliouchine – information confirmée sur la BBC le même jour à 22h30 et donnée comme venant de l'AFP. D'autres pays sont également impliqués, bien que plus discrètement, dans les livraisons d'armes à destination de Lagos. Ainsi, le 13 juillet 1968 à 22h30, la BBC annonce qu' *un avion de transport belge à réaction de la SABENA, à destination du Nigéria, s'est écrasé près de Lagos*. Cet accident sera également [PAGE 74] signalé par F. Debré dans son livre, à la date du 15 juillet, et avec mention du fait que *les journalistes ne sont pas autorisés à s'approcher des lieux de l'accident*[7]. Remarquons en passant que la BBC avait deux jours d'avance sur l'auteur, et qu'elle a ajouté, dans le même bulletin, la précision apportée par le Ministère belge des Affaires étrangères que *la commande livrée par cet avion avait été passée avant la décision d'embargo sur les envois d'armes au Nigéria*.

*

* *

Une étude des relevés de bulletins-radios montre un effort d'information quasi-quotidien avec, entre novembre 1968 et juin 1969, une moyenne statistique de cinq

jours par mois sans nouvelles. Le nombre de bulletins quotidiens sur le sujet varie d'un jour à l'autre, mais tend à s'accroître régulièrement atteignant un maximum entre février et avril 1969, comme en témoignent les chiffres suivants :

	nov. 1968	déc. 1968	janv. 1969	fév. 1969	mars 1969	avril 1969	mai 1969	juin 1969
BBC	27	36	22	32	83	65	47	44
FRAN INTE	8	6	5	12	26	14	10	14
Voix de l'Amé rique	12	4	10	12	17	20	12	12

La BBC, France-Inter et la Voix de l'Amérique peuvent être considérées comme les trois radios donnant le plus de nouvelles du conflit, tenant compte du fait que la première et la troisième diffusent en anglais et en français. Mais parmi les radios mentionnées, la BBC est, de loin, celle qui, à l'époque, diffuse la majorité des informations. Le nombre de bulletins de France-Inter parlant du Biafra va s'accroître progressivement après les prises de position françaises en faveur des Igbos, et atteint son maximum en mars 1969 – mois où Jean-Claude Fortuit, député UDR, revient du Biafra où vont le remplacer deux autres députés UDR, Raymond Offroy et Jacques Marette, mois aussi qui verra, du 10 au 17, la semaine [PAGE 75] nationale française pour le Biafra, annoncée officiellement par un communiqué du Conseil des Ministres[8]; il diminuera progressivement après la prise d'Umuahia, qui tenait lieu de capitale provisoire à Ojukwu. Il est vrai que le 15 avril à 20h, pour France-Inter, *la prise d'Umuahia signifierait la fin de la guerre au Biafra...*

Beaucoup de reproches ont été faits à ces radios, à la BBC en particulier. Vingt ans après, avec le recul du temps, il faut bien se dire qu'au fond, influencées par les prises de position de leurs différents gouvernements, les opinions personnelles de leurs journalistes et le flot d'images et d'articles quotidiens sur le sujet, touchées par la fièvre de l'événement et les propagandes inséparables des temps de guerre, ces radios avaient sans doute bien de la peine à être impartiales. On aura constaté que la BBC a fait de son mieux pour être honnête. Mieux placée que les autres pour obtenir des informations de première main, c'est elle qui a capté, pendant toute la durée du conflit, le plus de nouvelles en provenance du Biafra, tout en informant régulièrement ses auditeurs sur ce qui se passait à Lagos. Elle paiera cher ses efforts d'impartialité; le 25 janvier 1969 à 18h, elle annonce :

Le chef Enahoro a déclaré que les facilités accordées par Lagos à la BBC allaient cesser, du fait qu'elle était partielle dans ses rapports sur la situation militaire.

Si le 22 février à 17h, elle apprend à ses auditeurs la levée des restrictions qui lui avaient été imposées, le 14 juin à 18h, on entendra que :

Peter Steward, correspondant de la BBC à Lagos, a été appréhendé à son domicile ce matin et chassé du Nigéria. Il est parti sans bagages. Les raisons de cette action du gouvernement fédéral contre lui n'ont pas encore

été données.

Il aura pu se consoler de n'être pas le seul à quitter le sol nigérian : A. Lindt du CICR, et Mgr. Paterson, archevêque anglican de l'Afrique de l'Ouest, quittent le pays à la même époque et pour des raisons similaires. A une heure du matin le 22 juin 1969, la BBC donne enfin la raison de l'expulsion de son correspondant : Peter Steward *était accusé d'envoyer de faux rapports et de relayer [PAGE 76] la radio des sécessionnistes.* Dans le même bulletin, la BBC enregistrait sa protestation, sa volonté *d'annoncer tout ce qui se passait* et affirmait qu'elle gardait *toute sa confiance au journaliste.* Deux jours plus tard à 18h15, Radio-Bruxelles signalait que les correspondants étrangers au Nigéria ne pourraient plus désormais *entrer en contact direct* avec les officiers militaires nigériens opérant sur le front, mais devaient obtenir leurs renseignements *uniquement par le canal des Ministères nigériens de l'Information et de la Défense.* Le conflit et les informations-radios entraient dans ce qu'on a appelé la *phase finale.*

F. UGOCHUKWU
Department of Languages
University of Nigeria
Nsukka – Anambra State
Nigeria

[1] C. Von Rosen, *Le ghetto biafrais tel que je l'ai vu*, Paris, Arthaud, 1969 p.147.
Traduit du suédois par R. Albeck.

[2] F. Debré, *Biafra an II*, Paris, Julliard, 1968, p.86.

[3] Notes inédites.

[4] J. Buhler, *Tuez-les tous, Guerre de sécession au Biafra*, Paris, Flammarion, 1968, p.24.

[5] F. Debré, op. cit., p.127.

[6] Ibid., p.130.

[7] Ibid., p.123.

[8] *Le Monde*, 9-10 mars 1969.